



Le 9 avril, tous et toutes contre le Medef et le gouvernement ! **RETRAIT DE L'ANI !**

Tract édité par les comités NPA de l'Eure – Avril 2013

L'Accord national interprofessionnel signé le 11 janvier, par le Medef et trois syndicats (CFDT, CFTC, CFE-CGC) donne pleinement satisfaction aux exigences du patronat en poursuivant le démantèlement du code du travail engagé par la droite et Sarkozy. Le gouvernement veut désormais en faire une loi qui pourrait être adoptée dès la fin du mois d'avril. C'est inacceptable.

Car cet accord est une machine de guerre pour licencier plus vite et moins cher, pour baisser les salaires, imposer la mobilité, rallonger le temps de travail.

Un code du travail explosé au profit du patronat

Au nom de la « compétitivité », l'ANI donnerait aux patrons la possibilité de contourner les conventions collectives. C'est la régression assurée pour les droits des salariéES et une arme d'envergure pour le MEDEF afin d'augmenter les profits.

► Le droit d'imposer la mobilité : les employeurs pourraient imposer à leurs salariés de changer de poste de travail ou de lieu de travail ; imposer un travail différent ; un déménagement...

► Le droit de baisser les salaires : l'ANI offrirait la possibilité d'imposer aux salariéES une diminution nette des salaires parce que le patron décrèterait que c'est nécessaire pour la « compétitivité » de l'entreprise

► Le droit de faire travailler plus : Au nom du « lissage » du temps de travail, les patrons pourraient éviter de payer les heures supplémentaires ou les heures complémentaires pour les salariéES à temps partiel (80 % de femmes).

► Un chantage permanent sur les salariés récalcitrants : jusqu'à présent il y avait un minimum de



protection pour empêcher les patrons de modifier le contrat de travail. Maintenant (presque) tout est possible, et pour les récalcitrants, c'est la possibilité de licencier « pour cause réelle et sérieuse », pour motif personnel ou par licenciement économique individuel (!) celles et ceux qui n'accepteraient pas les nouvelles dispositions.

► Un permis de licencier sans frais : l'ANI c'est aussi la possibilité de faire entériner un Plan de sauvegarde de l'Emploi par un simple accord d'entreprise, voire en l'absence d'accord, par un simple document de l'employeur homologué par la direction du travail dans un délai très court.

Contre le MEDEF et le gouvernement, construisons un « tous ensemble » social et politique

Plus que jamais, contre l'ANI et l'ensemble de la politique de ce gouvernement au service du patronat, il est urgent de se mobiliser, tous ensemble. Une seule journée ne suffira pas pour aboutir au retrait du projet de loi. C'est un vrai mouvement d'ensemble, dans la durée, qu'il faut construire. C'est pourquoi le NPA propose aux organisations syndicales qui construisent la mobilisation contre l'ANI, mais aussi aux équipes syndicales qui animent les luttes en cours, aux partis politiques qui les soutiennent de discuter de revendications qui répondent aux besoins du monde du travail : interdiction des licenciements, réquisition des entreprises qui licencient, réduction du temps de travail pour partager le travail entre toutes et tous, augmentation des salaires, défense des retraites et de la protection sociale, amnistie des salariéES victimes de la répression patronale.

Face au gouvernement et au patronat, nous avons besoin plus que jamais de construire une opposition qui s'affronte clairement à leur politique, en rompant avec la logique du profit et du capitalisme.

Pour prendre contact avec nous

NOM, PRENOM : _____ TEL : _____

ADRESSE : _____ E-MAIL : _____

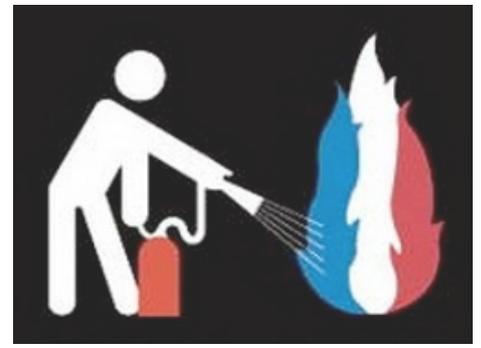
A retourner à : Philippe THOUEMENT, conseiller municipal, 9 bis, rue du 11 novembre - 27400 Louviers

☎ 06 88 16 08 65

✉ npa-27 hotmail.fr

Site : bulletindestrailleurs.over-blog.com

Le Front national, pire ennemi des travailleurs !



**Marine Le Pen sera à Evreux le mercredi 10 avril.
Elle n'est pas la bienvenue !**

A l'heure où, partout en Europe, les politiques d'austérité plongent les classes populaires dans la misère, l'extrême-droite espère récupérer le désespoir et la colère des plus mal-lotés.

Mais le Front national ne représente en rien une solution pour celles et ceux qui souffrent du chômage, de la précarité, du mal-logement et de la vie chère.

Jamais le FN n'a soutenu les luttes pour l'emploi, les retraites ou les salaires. Sa haine des syndicalistes,

des grévistes et de tous ceux qui luttent pour le progrès social est bien réelle.

Le FN distille son poison nationaliste et raciste, accusant les immigrés plutôt que les licenciés. Se laisser diviser serait un piège mortel.

C'est pourquoi nous appelons à un rassemblement le mercredi 10 avril, Evreux, 17h30, place du Miroir d'Eau.

NPA, PCF, GU, LDH Evreux...

Rassemblement à l'appel également de l'UD-CGT.

Contre la république du fric et des menteurs Une démocratie réelle maintenant !

Cahuzac a donc été obligé d'avouer devant les juges et publiquement qu'il avait fraudé et menti. Lui, le champion de la lutte contre la fraude fiscale, le donneur de leçon de la rigueur qui a prôné l'austérité à toute la population, aux 5 millions de chômeurs comme aux 10 millions de pauvres qui ont moins de 900 euros par mois, non seulement jouit d'une solide fortune mais blanchissait en Suisse l'argent qu'il détournait du fisc !

Petits et gros mensonges d'État...

Par delà la médiocrité, la vénalité et la corruption des plus avides, il y a celles des sommets d'un monde politique qui n'est là que pour servir les puissances de l'argent. Le véritable scandale est le mensonge officiel de Hollande qui, après Sarkozy, vient nous expliquer que lutter contre le chômage et le recul social c'est satisfaire toutes les volontés de cette minorité parasite. L'affaire Cahuzac est bien la crise d'un régime où argent et pouvoir ne font qu'un.

La démocratie maintenant

La droite et l'extrême-droite voudraient tirer bénéfices du discrédit du gouvernement mais les uns et les autres participent du même monde politique. La droite et l'ancien président des riches, traînent une lourde gamelle, la démagogue millionnaire Le Pen ne vaut pas mieux. Les uns et les

autres ne rêvent que d'accéder au pouvoir pour servir les intérêts des classes dominantes.

Il est urgent que le monde du travail intervienne politiquement pour mettre fin à cette république des riches et imposer, par ses mobilisations et son organisation, un pouvoir qui annule la dette et se débarrasse de la main mise des capitalistes sur les finances publiques. Nous voulons une réelle démocratie, une démocratie par en bas, qui interdise le cumul des mandats, impose le contrôle direct et la révocabilité des élus et mettent les puissances de l'argent hors d'état de nuire.

Chaque semaine lisez



**l'hebdo du NPA, en vente auprès des militant-e-s
au prix de 1,20 €**

IPNS. Ne pas jeter sur la voie publique.